

plus haut), allant des plus favorisés aux franchement hostiles. Cette question n'a pas manqué de préoccuper divers pays, tels l'Arabie Saoudite et l'Irak, bien qu'on y soit arrivé à des conclusions différentes. Il s'agit de savoir si les Arabes, qui se cherchent des appuis politiques à l'étranger, ne vont pas par la réduction généralisée de leur production indisposer les nations dont ils sont censés gagner ou cultiver l'amitié.

Se rattachant à cette question est celle de l'extrême assujettissement de certains pays aux importations de pétrole du Moyen-Orient. Pendant combien de temps le Japon acceptera-t-il de rester vulnérable aux sanctions arabes sans s'y opposer? La nouvelle voulant que l'Irak et le Japon aient récemment conclu un accord garantissant à ce dernier de fortes livraisons de pétrole brut pour une certaine période, en contrepartie d'importants investissements japonais dans le développement irakien, suggère d'une part qu'au moins un des pays arabes cherche un moyen terme dans ses relations avec les puissances industrielles étrangères et, d'autre part, que le Japon recherche un arrangement réciproque grâce auquel il pourra compter ferme sur un approvisionnement régulier de brut. Depuis la Seconde Guerre mondiale, le Japon s'est conduit de façon exemplaire dans la communauté des nations civilisées tout en rejetant le militarisme. Pourra-t-il persévérer dans cette voie s'il estime que ses intérêts vitaux sont menacés en raison de la vulnérabilité de son secteur industriel? Pouvons-nous prendre pour acquis qu'une doctrine révisionniste-militariste ne renaîtra pas au Japon avec des conséquences incalculables pour le reste du monde?

### **Motivation arabe**

Les récentes mesures de boycottage et de majoration des prix révèlent tout au moins quatre motivations différentes, à savoir: le souci de conserver une ressource non renouvelable, de régler l'apport de capitaux selon la capacité d'absorption de certains pays producteurs, de réaliser des bénéfices maximums et d'utiliser le pétrole comme arme politique. Bien que l'Iran se soit clairement concentré sur la rentabilité, le cas arabe est bien plus complexe en raison de la diversité des mobiles.

Pour arriver à convaincre la communauté étrangère et obtenir des avantages politiques correspondants, les États arabes doivent distinguer parmi leurs actions celles qui sont strictement d'ordre politique. Dans l'Ouest, en effet, ils courent le risque que ces questions soient non seulement brouillées mais dénaturées sciemment. Les réactions occidentales

aux mesures arabes, particulièrement aux États-Unis, pourraient se classer de la façon suivante: premièrement, on convient que le boycottage arabe est une réalité qui s'inspire de motifs politiques et dont on souffre; à cet égard, on préconise divers remèdes qui vont de la réalisation des espérances politiques arabes aux protestations contre le «chantage» (expression favorite de certains rédacteurs) et on conseille de se serrer la ceinture et de n'accorder aucune concession ou règlement politique; deuxièmement, on soutient que des produits de remplacement du pétrole peuvent et doivent être rapidement trouvés; troisièmement, on affirme que la crise énergétique est purement imaginaire et, en fait, dénuée de tout fondement.

Ceux qui acceptent la réalité du boycottage arabe diffèrent toutefois d'opinions. Certains affirment que le recours au pétrole comme arme politique n'est qu'un camouflage de la décision qu'ont prise les Arabes de réduire leur production selon les dictées d'une sage administration de leurs ressources et entrées de fonds. Dans cette optique, on attire l'attention sur certains propos des dirigeants et hauts fonctionnaires arabes qui avaient déjà prévenu la communauté mondiale (avant le mois d'octobre) que leurs propres politiques financières et de conservation des ressources pourraient exiger de telles réductions. Bien que ce soit vrai, il importe aussi de se rappeler que tout en parlant prudemment de conservation, ces mêmes dirigeants se disaient prêts, moyennant un avantage politique, à rendre service à l'Ouest et à maintenir leur production à un niveau dépassant la normale.

Ajoutons que la brusque majoration des prix, décidée le 25 décembre à Téhéran, risquait de semer davantage la confusion parmi les nations consommatrices quant aux objectifs principaux des pays arabes. Si les réductions et l'embargo sélectifs, conçus comme une stratégie politique, visaient à châtier les ennemis et à récompenser les amis, le doublement des prix affichés à Téhéran ne pouvait qu'être défavorable aux amis comme aux ennemis, les amis actuels ou éventuels étant encore plus désavantagés que les États-Unis (pays considéré comme hostile) qui ne comptent qu'en partie sur les importations étrangères. Tout ceci semble souligner un besoin de clarté et de suite logique dans les idées: si la motivation des États arabes est foncièrement d'ordre politique, ils n'ont presque rien à gagner en y superposant des motifs d'ordre purement économique, et en renforçant du même coup la thèse de ceux qui ont contesté dès le début la sincérité de cette motivation